

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

## Journal de Palestine Dossier

N° 522 du 01.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré a part

Israël à l'OCDE ? Un mauvais coup contre la paix !

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Accueillir les criminels de guerre.

1-2 Action BDS - Carrefour de Saint Denis (24/04/2010)

1-3 L'histoire que la presse israélienne ne peut pas (encore) raconter ...

1-4 Luc Delval : « Jaffa, la mécanique de l'orange », film de Eyal Sivan.

1-5 Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary : Peut-on tout dire pour défendre Israël ?

2 Les brèves

2-1 Israël menace le Hamas d'une opération punitive.

2-2 "Israël" sur le point de démolir 312 habitations à Al Qods.

2-3 Les Palestiniens haussent le ton contre la menace d'expulsions.

2-4 Israël passe à l'acte ! Israël lance son programme de déportation des Palestiniens.

2-5 Décès du détenu Raed Abou Hammad, 31 ans "violemment battu dans les prisons israéliennes".

2-6 Chaîne humaine devant le mur de la honte.

3 Dossier

3-1 G.Houballah : Israël possède près de 300 ogives nucléaires !

3-2 Ahmed Loutfi : Nucléaire : le sommet de Washington a été marqué par la confirmation de l'influence de l'Etat hébreu.

3-3 Le filet se resserre sur Israël.

3-4 Union Juive Française « JCALL » appelle à la raison : Quelle raison ?

3-5 Des dizaines de milliers de Palestiniens « expulsables ».

3-6 Gavin Rabinowitz : Israël de plus en isolé sur la scène internationale.

3-7 [Et si le processus de paix échouait... les Arabes en pleine réflexion.](#)

3-8 René Backmann : Les mesures attendues de Netanyahou.

3-9 Amy Teibel : Nétanyahou aurait imposé le gel des constructions à Jérusalem-Est.

3-10 Israël/Etats-Unis : la crise s'installe.

---

## Tiré a part

### Israël à l'OCDE ? Un mauvais coup contre la paix !

Le « club des riches » : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) regroupe les trente Etats les plus développés du monde. Or Israël y présente sa candidature, qui plus est avec les territoires qu'il occupe, Cisjordanie palestinienne et Golan syrien. Et l'OCDE s'apprête à l'accueillir en son sein ! Cette nouvelle est purement et simplement incroyable. A l'heure où le rapport Goldstone accuse Israël de « crimes de guerre, voire contre l'humanité », où les dirigeants politiques et militaires américains considèrent que la politique de Benyamin Netanyahou menace les « intérêts vitaux » des Etats-Unis, où des institutions européennes publiques et privées prennent de premières sanctions contre la colonisation, accepter l'adhésion d'Israël à l'OCDE, ce serait agir contre la paix. Ce serait en effet l'encourager à poursuivre sa politique d'occupation et de colonisation qui foule aux pieds le droit international.

Les Etats membres de l'OCDE se trouvent donc au pied du mur : il suffit qu'un seul refuse l'adhésion d'Israël pour que celle-ci soit repoussée. C'est dire la responsabilité de chacun d'entre eux, à commencer par la France, de surcroît dépositaire des instruments de ratification. Si Paris est, comme toujours depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, du côté d'Israël, d'autres Etats ont condamné, à des degrés divers, la politique israélienne.

Or il y a urgence : la question figure à l'ordre du jour des réunions de l'OCDE à Paris, durant ce début du mois de mai. C'est pourquoi l'AFPS appelle toutes les forces attachées au droit, à la justice et à la paix à manifester leur opposition ferme à cette adhésion auprès des autorités françaises, mais aussi auprès des autres pays membres. Elle se prononce pour l'organisation rapide d'une manifestation aussi large que possible devant le siège de l'OCDE – le Château de la Muette - à Paris. Elle invite tous ses groupes locaux à faire entendre partout, par des rassemblements, l'opposition de nos compatriotes à ce mauvais coup contre la paix.

L'AFPS, le 30 avril 2010

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 1-1 Accueillir les criminels de guerre.

Plus de 300 manifestants ont réservé un accueil bruyant hier soir aux criminels de guerre israéliens invités par le CRIF à célébrer l'anniversaire de la création d'Israël à la médiathèque de Toulouse.

Le nom du maire, Pierre Cohen, qui avait accepté de louer cet espace public et municipal aux officiers de l'armée israélienne, a été abondamment hué également.

Des slogans "Tshal criminel, Cohen complice", "Gaza, on n'oublie pas"... ont fusé sous la grande Arche de la Médiathèque, accompagné d'un magnifique concert de casseroles maniées par un groupe de virtuoses dignes des "Tambours du Bronx", sous le regard médusé des CRS qui encerclaient les lieux. (Une quinzaine de fourgons de CRS, également payés avec l'argent du contribuable)

Le rassemblement était organisé par l'ensemble des associations de solidarité avec la Palestine, dont EuroPalestine Toulouse, Le Croissant fertile et le Collectif Palestine 31.

La mobilisation se renforce à Toulouse contre la collaboration de la Mairie et du Conseil Régional avec les entreprises et les organismes technologiques et scientifiques d'Israël.

Visionner les photos de cette manifestation en cliquant sur le lien ci - dessous :

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4962>

Publié le 20-04-2010

---

### 1-2 Action BDS - Carrefour de Saint Denis (24/04/2010)

Visionner / <http://www.youtube.com:80/watch?v=POJd2N18OoU>

Publié le 24-04-2010

---

### 1-3 L'histoire que la presse israélienne ne peut pas (encore) raconter ...

La lecture de la presse israélienne ressemble ces derniers jours à un véritable jeu de piste.

Dans l'édition du 1<sup>er</sup> avril de la *Yediot Aharonot*, le plus gros tirage quotidien, un encadré intitulé "Ce que les services secrets ne veulent pas que vous sachiez" conseillait de taper sur un moteur de recherche Internet les mots "*journaliste, israélien, censure*" pour en savoir plus sur une histoire dont les médias étrangers ont parlé mais que les journalistes locaux n'auraient pas le droit d'aborder.

Poisson d'avril ?

Pas du tout. Quelques jours plus tôt, c'est le tabloïd *Maariv* qui se livrait aux mêmes contorsions, dans un bandeau où était écrit en lettres rouges : *"Du fait d'un ordre de censure, nous ne pouvons pas vous dire ce que nous savons. Pour cause de paresse, d'apathie et de foi aveugle dans l'institution militaire, nous ne savons rien."*

Ces allusions sibyllines renvoient à l'affaire Anat Kamm, un nom encore méconnu en Israël mais qui promet de défrayer la chronique dans les prochaines semaines, voire dès le 12 avril.

Ce jour-là, la justice israélienne statuera, à la demande de plusieurs médias, sur l'interdiction de publication qui pèse sur cette histoire. Une prohibition devenue largement désuète depuis qu'un blogueur, aux Etats-Unis, suivi par une agence de presse juive américaine et la propre station en arabe de Radio Israël ont dévoilé tous les détails, générant un trafic énorme sur Internet. Donc voici : journaliste de 23 ans, Anat Kamm est assignée à son domicile de Tel-Aviv depuis trois mois. Elle est poursuivie pour trahison et espionnage et encourt une peine de quatorze ans de prison pour avoir transmis à un enquêteur du quotidien *Haaretz* des documents "top secret" qu'elle se serait procurés durant son service militaire.

En novembre 2008, ce journal avait publié un article, autorisé au préalable par la censure militaire, qui accusait l'armée israélienne d'avoir délibérément enfreint une décision de la Cour suprême limitant les liquidations extrajudiciaires (assassinats ciblés) de combattants palestiniens, pratique courante durant la seconde intifada, aux cas où ceux-ci ne pouvaient pas être arrêtés. *Haaretz* avait cité un ordre écrit, datant de mars 2007 et signé du général Yaïr Naveh, alors commandant de la région Centre - celle-ci englobe la Cisjordanie -, qui autorisait les troupes à ouvrir le feu sur des militants du Djihad islamique, même s'ils ne représentaient aucun danger apparent. Quelques mois plus tard, l'un d'eux était tué par des soldats israéliens dans des échanges de tirs, selon la version officielle.

"Faire un exemple"

L'auteur de l'article, Uri Blau, qui était en Chine au moment de l'interpellation d'Anat Kamm, n'a pas remis les pieds en Israël depuis cette date. La direction d'*Haaretz*, qui redoute une arrestation, a jugé préférable de le muter à Londres. Les avocats d'Anat Kamm de leur côté s'efforcent de négocier avec le bureau du procureur pour éviter un procès - dont la date a été fixée au 14 avril. Cette perspective ainsi que l'exil forcé d'Uri Blau inquiètent le milieu médiatique israélien. *"L'armée israélienne veut faire un exemple"*, dit un journaliste sous réserve d'anonymat. Elle soupçonne Anat Kamm d'avoir photocopié des centaines de documents sensibles et redoute donc que Blau ait à l'avenir les moyens de publier des dizaines d'autres enquêtes embarrassantes. Aux journalistes et aux soldats, l'armée dit très clairement : *"Regardez ce qui peut vous arriver si vous fouinez un peu trop"*.

Le 5 avril <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=20100405&articleId=18492>

---

## 1-4 Luc Delval : « Jaffa, la mécanique de l'orange », film de Eyal Sivan.

Au début de janvier 1948, alors qu'avait débuté depuis plusieurs semaines la guerre dont par la suite les sionistes allaient s'échiner, non sans succès, à faire croire qu'elle avait été déclenchée par les armées des pays arabes voisins (lesquels en fait attendirent stoïquement pour réagir sans excès d'enthousiasme qu'une moitié des villages palestiniens eussent été attaqués, souvent pillés et leurs habitants parfois massacrés), un attentat sanglant commis par l'Irgoun [1] eut lieu à Jaffa : une bombe pulvérisa la "Maison Sarraya", le siège du comité national palestinien local.

Bilan de cet attentat terroriste de l'Irgoun : 36 morts [2].

Bien avant déjà, c'est-à-dire avant même le vote par l'ONU de sa résolution du 29 novembre 1947 prévoyant la partition de la Palestine, la population arabe avait - notamment à Haïfa, dont les maisons brûlaient et les écoles étaient dynamitées dans les quartiers arabes - vécu dans une terreur grandissante à mesure que le colonisateur britannique cessait *de facto* d'assumer ses responsabilités et laissait le champ libre aux milices sionistes.

Le ton des relations que les sionistes entendaient désormais avoir avec les Arabes était dès ce moment donné. Depuis lors, il n'a guère changé.

Peu après l'attentat de Jaffa, David Ben Gourion fit savoir à ses troupes qu'il n'était plus nécessaire désormais, de faire de différence entre «*coupables*» et «*innocents*». Expression dont il définit par la suite ainsi le sens [2] : «*Toute attaque doit se terminer par l'occupation, la destruction et l'expulsion*».

Le chef du Palmah [4], Yitzhak Sadeh, qui reste un héros légendaire aux yeux de beaucoup d'Israéliens, ajouta que c'est à tort que les troupes sionistes s'étaient jusque là cantonnées à des opérations de "*représailles*" (ce que d'ailleurs elles ne faisaient nullement, le terme de "*représailles*" n'étant déjà à l'époque qu'un de ces artifices de langage destinés à tromper l'opinion mondiale et à ménager les dirigeants de pays qui savaient se montrer d'autant plus compréhensifs et faussement naïfs qu'ils ne souhaitaient en aucun cas accueillir sur leur propre sol tous les Juifs que le mouvement sioniste voulait attirer en Palestine). L'heure, disait-il, était venue d'une offensive totale.

D'autres dirigeants sionistes déploraient, à cette époque, de n'avoir pas "*utilisé correctement [leur] capacité d'étrangler l'économie des Palestiniens*" (ils se sont largement rattrapés depuis).

Et Yigal Allon, le second de Sadeh, critiquait ouvertement le Conseil consultatif (sioniste) pour n'avoir pas déclenché explicitement une offensive massive dès le début de décembre : «*Nous devons effectuer une série de "punitions collectives", même s'il y a des enfants qui vivent dans les maisons [attaquées]*» [3].

Un des modes opératoires favoris des commandos sionistes, à l'époque, quand ils n'étaient pas occupés à empoisonner ou à dynamiter les puits d'eau des villages arabes, était de faire exploser des maisons de nuit, dans des villages arabes endormis, sans juger utile ou convenable d'en faire sortir les habitants. Ou encore, variante particulièrement plaisante aux yeux de ceux qui s'y adonnaient, si les habitants étaient arrachés au sommeil et chassés à l'instant de leurs maisons, c'était pour succomber sous les rafales des mitrailleuses préalablement postées dans les rues du village par les assaillants...

Jaffa était un enjeu. Economique, politique, symbolique.

C'est à deux pas de là, dans un immeuble de Tel Aviv baptisé "La Maison Rouge" que se réunissait le Conseil consultatif sioniste, où en dépit de son appellation, étaient arrêtées toutes les décisions stratégiques, où s'élaboraient les plans de conquête visant à s'approprier un maximum de territoire avec aussi peu de population arabe que possible, débordant très largement des limites fixées par le "plan de partage" onusien que les dirigeants sionistes avaient feint d'accepter.

Le 13 février 1948 débuta l'offensive que Yagaël Yadin avait mise au point. A Jaffa, des maisons furent choisies au hasard puis dynamitées [6] avec leurs habitants (ensuite hâtivement rebaptisés "combattants" par la propagande sioniste), selon une technique déjà bien rodée un peu partout et qui allait encore beaucoup servir. Jaffa fut la dernière ville palestinienne à tomber, le 13 mai, deux jours avant la fin du mandat britannique. 5.000 soldats de la Haganah et de l'Irgoun eurent raison de la résistance des 1.500 volontaires alignés du côté arabe, qui avaient résisté trois semaines durant [6].

Toute la population de Jaffa - 50.000 habitants qui subsistaient après un premier exode - fut expulsée. Certains furent littéralement poussés à la mer - ce qui n'est pas sans rappeler un des slogans favoris des sionistes - quand les expulsés s'entassèrent vaillamment dans des bateaux de pêche beaucoup trop petits qui allaient les conduire vers Gaza, tandis que les miliciens juifs tiraient au-dessus de leurs têtes, histoire de hâter le mouvement et de signifier clairement que c'était un voyage "aller simple".

L'immense majorité d'entre eux, quelle que soit leur appartenance de classe, de catégorie professionnelle ou de religion, n'a jamais plus pu mettre les pieds à Jaffa.

Tout cela, et quantité d'autres crimes, eut lieu - il ne faut pas se lasser d'y insister - **avant qu'un seul soldat des armées régulières arabes ne soit entré en Palestine.**

Voilà donc le contexte du film que Eyal Sivan a consacré à Jaffa : "JAFFA, LA MECANIQUE DE L'ORANGE".

La version proposée ci-dessous (faites l'impasse sur le petit laïus creux d'introduction avant le générique) en trois tronçons, est une version courte destinée à la télévision (52 minutes au total), tandis qu'une version plus longue (90 minutes) devrait apparaître sur quelques grands écrans qu'il convient de favoriser.

VIDEO 1 [http://www.dailymotion.com/video/xcrfi4\\_jaffa-l-orange-de-la-discorde-reali\\_news?start=56](http://www.dailymotion.com/video/xcrfi4_jaffa-l-orange-de-la-discorde-reali_news?start=56)

VIDEO 2 [http://www.dailymotion.com/video/xcrfzb\\_jaffa-l-orange-de-la-discorde-eyal\\_news?start=2](http://www.dailymotion.com/video/xcrfzb_jaffa-l-orange-de-la-discorde-eyal_news?start=2)

VIDEO 3 [http://www.dailymotion.com/video/xcrfzh\\_jaffa-l-orange-de-la-discorde-reali\\_news?start=3](http://www.dailymotion.com/video/xcrfzh_jaffa-l-orange-de-la-discorde-reali_news?start=3)

Luc Delval

21 avril

Source : Plateforme Charleroi Palestine

<http://www.pourlapalestine.be/...>

---

## 1-5 Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary : Peut-on tout dire pour défendre Israël ?

Eric Marty s'interroge, dans une tribune publiée le 21 avril sur [Le Monde.fr](http://Le_Monde.fr) : "*Le boycott d'Israël est-il de gauche ?*".

Ce qui semble être une critique de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissements-Sanctions) contre Israël excède en réalité largement son objet, et redéfinit les termes du conflit opposant Israël aux Palestiniens. L'argumentaire de M. Marty est aussi spécieux qu'original, et mérite un petit exercice de "sociologie littérale". L'hostilité à Israël serait le produit d'une "*propagande antisémite systématique*" dans les pays musulmans et d'un "*flot paranoïaque d'imputations criminelles*".

L'antisémitisme existe et nous le combattons, ainsi que l'instrumentalisation de la cause palestinienne par des adeptes de la théorie du "*complot juif*".

Mais nous combattons avec la même vigueur l'amalgame entre antisémitisme et critique d'Israël. Comment M. Marty interprète-t-il la récente enquête de la BBC, conduite dans 28 pays, dans laquelle seuls 19% des sondés apprécient positivement l'influence d'Israël ?

Une opinion mondiale otage de la propagande antisémite ou une critique partagée de la politique d'Israël ?

M. Marty affaiblit la lutte contre l'antisémitisme en développant lui aussi une logique du "complot" et en défendant trois des aspects les plus contestés de la politique israélienne : la construction du mur, l'attitude de l'armée à Gaza lors de l'opération "Plomb durci", la situation des Palestiniens d'Israël.

*"Il n'est pas vrai que la barrière, ou le mur, de séparation relève d'une politique de discrimination"*.

M. Marty balaie allègrement les avis d'Amnesty International, de la Croix-Rouge ou de l'ONG israélienne B'tselem. Il fait en outre peu de cas de l'avis de la Cour internationale de justice (juillet 2004), qui qualifiait le mur de "*violation du droit international*" et demandait à Israël de le "*démanteler immédiatement*".

Selon le dernier rapport de l'ONU, le mur serpentera sur 709 km, alors que la ligne verte n'en mesure que 320.

Par endroit, il pénètre de 22 km en Cisjordanie (large de 50 km). 10% du territoire palestinien est annexé de facto à Israël, dont 17 000 ha de terres auxquelles les paysans ne peuvent quasiment plus accéder. Pour la seule partie nord de la Cisjordanie, 220 000 villageois sont affectés.

M. Marty envisage qu'il y ait eu des crimes de guerre à Gaza, mais c'est, ajoute-t-il, parce que "*la guerre est criminelle*". Le droit international est plus exigeant, affirmant un principe que M. Marty écarte avec légèreté : tout n'est pas permis lorsque l'on fait la guerre.

Or, les témoignages et rapports d'ONG le confirment : Israël a enfreint le droit de la guerre en déversant des bombes au phosphore blanc (considérées, y compris par les Etats-Unis, comme des armes chimiques) sur des zones densément peuplées, en empêchant le personnel médical de secourir de nombreux blessés ou en utilisant des boucliers humains. Les témoignages de soldats recueillis par l'ONG israélienne Breaking the Silence sont, à ce titre, éloquentes. De surcroît, Israël, avec la complicité de l'Egypte, a bouclé la minuscule bande de Gaza (360 km<sup>2</sup>), empêchant les civils de fuir un déluge de fer et de feu. En violation totale du droit de la guerre, le blocus se poursuit, empêchant la reconstruction et aggravant les conditions sanitaires.

Il est dès lors indécent de vanter l'humanité de l'armée israélienne pour mieux décrier le Hamas qui aurait *"sciemment exposé les populations civiles en s'abritant derrière elles"*. Souvenons-nous que la même accusation fut portée contre le FLN algérien et le FNL vietnamien. Argument commode qui rend le Hamas responsable des morts israéliens et palestiniens, et occulte les chiffres gênants de l'opération "Plomb durci" : plus de 1 400 morts côté palestinien et 13 morts côté israélien (dont quatre tués par des "tirs amis").

Enfin, M. Marty affirme que les Palestiniens d'Israël (1/5<sup>e</sup> de la population) ne sont pas victimes de discriminations institutionnelles, mais sujets à des *"inégalités conjoncturelles"*, contredisant un rapport du Département d'Etat états-unien, daté de 2009, qui affirme que *"les citoyens arabes d'Israël continuent de souffrir de formes variées de discriminations"*. Ainsi, les dispositions sur le regroupement familial interdisent aux Israéliens d'être rejoints par leur conjoint si ce dernier est palestinien : dans un Etat au sein duquel un mariage entre un juif et non-juif ne peut être célébré, une telle loi n'est-elle pas par nature discriminatoire ? Et que penser du fait que 13 % des "Terres d'Etat", gérées par le Fonds National Juif, ne puissent être cédées qu'à des juifs ?

Israël a choisi un drapeau orné d'une étoile de David, un chandelier pour emblème et un hymne national qui débute par *"Aussi longtemps qu'en nos cœurs/Vibrera l'âme juive"* : les Palestiniens d'Israël, qui sont nés sur cette terre (avant même la création d'Israël pour les plus âgés) ont-ils le droit de penser que le choix de ces "symboles nationaux" indique qu'ils ne sont pas considérés comme des Israéliens à part entière, et de revendiquer qu'Israël soit une démocratie réelle, "un Etat de tous ses citoyens" ? Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères israélien, a son avis sur la question : *"S'il y a conflit entre les valeurs universelles et les valeurs juives, ce sont ces dernières qui priment."*

Alors non, on ne peut pas dire n'importe quoi pour défendre Israël. C'est au contraire un mauvais service à rendre aux Israéliens que de flatter une paranoïa entretenue par leurs dirigeants pour justifier leur fuite en avant.

La menace de *"anéantissement physique"*, premier et ultime argument de M. Marty, est l'expression la plus aboutie de cette paranoïa. Rappelons qu'Israël est la 1<sup>re</sup> puissance militaire du Moyen-Orient, la seule à détenir l'arme nucléaire et donc à avoir la capacité réelle d'anéantir un autre Etat. Dans le cas palestinien, l'argument frôle le ridicule : les Palestiniens ne possèdent ni armée, ni avions, ni tanks. La probabilité que le Hamas *"anéantisse physiquement"* l'Etat d'Israël est aussi élevée que celle de voir l'armée luxembourgeoise prendre le contrôle de Paris.

L'instrumentalisation de la mauvaise conscience occidentale envers un anéantissement réel passé (la Shoah) sert en fait à blanchir Israël. Ce qui inquiète réellement M. Marty est sans doute l'épuisement de cette argumentation, qui se concrétise dans la montée des critiques d'Israël. Et, ne lui en déplaise, ce qui est dénoncé n'est pas le *"manque de vision"* de B. Netanyahu, mais une politique conduite dans la durée par des gouvernements tant de *"gauche"* que de *"droite"*, du *"centre"* ou d'*"union nationale"*. Une politique qui nourrit l'antisémitisme, quand l'Etat qui la mène affirme le faire au nom des juifs.

*"Je me suis rendu dans les territoires palestiniens occupés et j'ai vu une ségrégation raciale [au niveau] des routes et du logement, qui m'a rappelé avec force les conditions que nous avons connues en Afrique du Sud à l'époque du système raciste de l'Apartheid"*. Ces mots ont été écrits il y a trois semaines par l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix en 1984.

Chacun devrait les entendre. A moins de vouloir ajouter la surdité à l'aveuglement.

[Julien Salingue, Nicolas Dot-Pouillard et Catherine Samary](#)

Julien Salingue est enseignant et doctorant en science politique à l'université Paris VIII, Nicolas Dot-Pouillard est chercheur en sociologie politique au European University Institute de Florence, et Catherine Samary est maître de conférences en économie à l'université Paris-Dauphine et à l'Institut d'études européennes de Paris VIII.

[LEMONDE.FR](http://LEMONDE.FR) | 27.04.10

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Israël menace le Hamas d'une opération punitive.

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Israël a menacé, vendredi 2 avril, le Hamas, de lancer une nouvelle opération punitive d'ampleur si les tirs ne cessent pas contre son territoire. "Nous ne permettrons pas à nouveau de voir des enfants terrorisés dans des abris", a averti le vice-premier ministre, [Sylvan Shalom](#).

L'aviation israélienne a effectué six raids dans la nuit de jeudi à vendredi contre l'enclave palestinienne, blessant trois enfants et détruisant une laiterie, selon des sources hospitalières et les forces de sécurité du mouvement

islamiste. Dans un communiqué, l'armée a précisé avoir atteint "deux ateliers de fabrication et deux entrepôts d'armes".

Les groupes armés palestiniens de Gaza ont multiplié les attaques à la roquette depuis plusieurs semaines, dont l'une a tué un ouvrier agricole thaïlandais dans un kibboutz (village collectiviste) du sud d'Israël. Israël tient le Hamas pour "seul responsable" des attaques à la roquette, en tant que maître de Gaza, même si ce dernier dit observer une trêve de facto de ces tirs depuis plusieurs mois.

#### FLAMBÉE DE VIOLENCE

Le premier ministre du gouvernement du Hamas a appelé "la communauté internationale à intervenir pour mettre fin à cette escalade et à l'agression israélienne".

Ismaïl Haniyeh a assuré que son gouvernement entretenait "des contacts avec les autres factions palestiniennes pour maintenir le consensus interne (NDLR : respecter la trêve), protéger notre peuple et renforcer notre unité".

02.04.

[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/04/02/israel-menace-le-hamas-d-une-nouvelle-operation-punitiv\\_1328172\\_3218.html#xtor=AL-32280184](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/04/02/israel-menace-le-hamas-d-une-nouvelle-operation-punitiv_1328172_3218.html#xtor=AL-32280184)

---

## 2-2 "Israël" sur le point de démolir 312 habitations à Al Qods.

L'association d'Al-Maqdissi pour l'amélioration de la société, à Al-Qods, a déclaré qu'elle a réussi à se procurer une carte détaillée émanant de la municipalité israélienne, révélant que le nombre des habitations palestiniennes qui seront démolies est de 312 maisons.

L'association a souligné lors d'une déclaration, que la municipalité sioniste a décidé de démolir des centaines d'habitations, à Selwan et les quartiers limitrophes, comme Al-Boustane et la région de Rass Al-Amoud, ainsi que le quartier de Thaour.

"L'occupation a renforcé récemment ses extensions coloniales, ses agressions, et les démolitions de maisons palestiniennes sans compter la judaïsation des territoires palestiniens occupés en 1948, notamment à al Qods occupée, dont la vieille ville, le quartier de Cheik Jarrah, à Selwan, et Al Boustane et ce dans le but d'instaurer la ville prétendue de David et le Bain saint, dans le centre de la partie Est d'Al Qods occupée, et autour de sa mosquée sacrée d'Al Aqsa".

04-04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=132093&language=fr>

---

## 2-3 Les Palestiniens haussent le ton contre la menace d'expulsions.

L'Autorité palestinienne, soutenue par la Ligue arabe, a haussé le ton mardi contre un nouvel ordre militaire israélien qui, selon elle, menace d'expulsion des dizaines de milliers de Palestiniens de Cisjordanie occupée. Quelque 200 Palestiniens se sont parallèlement rassemblés dans le centre de Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, aux cris de "A bas l'apartheid israélien, Palestine libre".

"J'ai le droit de me déplacer dans mon propre pays", ont scandé les manifestants.

Selon des informations de presse et l'ONG israélienne Hamoked, un nouveau décret de l'armée israélienne visant à empêcher les infiltrations en Israël pourrait permettre l'expulsion ou l'arrestation de dizaines de milliers de Palestiniens séjournant en Cisjordanie.

"Cela va transformer les Palestiniens en criminels dans leurs propres foyers, tout en minant les efforts que déploient les Palestiniens pour gérer leurs affaires intérieures", a accusé dans un communiqué le principal négociateur palestinien Saëb Erakat.

Selon lui, "toute personne trouvée sans permis spécifique, y compris dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne, peut désormais être emprisonnée ou expulsée de Cisjordanie" par Israël.

En visite à Madrid, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a déclaré que "l'ordre militaire qui vise à déporter des Palestiniens ou à les soumettre à des poursuites est à tous les points de vue illégal".

Le chef de la diplomatie espagnole Miguel Angel Moratinos a indiqué de son côté que la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton et la présidence tournante espagnole de l'Union européenne avaient demandé des "éclaircissements" à Israël et indiqué que l'UE réagirait une fois ces explications obtenues.

L'armée israélienne a démenti avoir l'intention de procéder à des expulsions massives après l'entrée en vigueur prévue mardi de cet ordre.

"Ce texte va au contraire permettre de mieux défendre ceux qui seront visés par un ordre de rapatriement car il prévoit la création d'une commission judiciaire auprès de laquelle ces personnes pourront faire appel", a déclaré lundi un responsable israélien qui a requis l'anonymat.

L'ordre qui vise des personnes séjournant illégalement en Cisjordanie, "touchera très peu de gens", a-t-il dit.

Selon Haaretz, l'ordre, dont "la teneur est ambiguë", vise surtout les Palestiniens détenteurs d'une carte d'identité avec une adresse dans la bande de Gaza, ou qui sont nés dans ce territoire, ainsi que leurs descendants.

Au Caire, la Ligue arabe a appelé les Palestiniens à refuser "d'obtempérer" à cet ordre "raciste", lors d'une réunion des représentants permanents des 22 membres de l'organisation.

Elle a affirmé son "total soutien aux démarches du peuple palestinien en vue de contrer cette décision", ajoutant avoir demandé aux pays arabes à l'Assemblée générale de l'ONU d'appeler à une réunion d'urgence.

L'Egypte, qui a signé un traité de paix avec Israël, a déclaré "rejeter totalement la décision" israélienne. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères a affirmé "tenir Israël responsable des conséquences possibles" de cet ordre.

La France s'est dite "très préoccupée" par cet ordre, appelant au respect de la liberté de résidence des Palestiniens.

AFP / 13 avril

---

## 2-4 Israël passe à l'acte ! Israël lance son programme de déportation des Palestiniens.

Deux Palestiniens ont été expulsés vers la bande de Gaza depuis Israël, faisant craindre que d'autres expulsions puissent suivre en vertu d'un nouveau décret militaire israélien.

Après avoir passé neuf ans dans une prison israélienne, Ahmad Sabah, un Palestinien âgé de 40 ans, a été déporté vers Gaza, au lieu d'être libéré en Cisjordanie où sa famille l'attendait.

Les Israéliens l'ont envoyé à Gaza parce qu'il avait une carte identité palestinienne produite sur place.

Sa famille a déclaré que Sabah, qui a été arrêté en 2001 pour des « infractions à la sécurité israélienne », n'a aucun lien avec la bande de Gaza et il a refusé de quitter la frontière entre Israël et Gaza afin de protester contre le traitement qui lui est appliqué.

« C'est mon droit de retrouver ma femme et ma famille », a-t-il dit.

#### « Politique inhumaine »

La décision israélienne a entraîné une condamnation des dirigeants politiques palestiniens, lesquels ont dénoncé la déportation de Sabah comme « inhumaine ».

Issa Qaraqî, le ministre des Affaires des Prisonniers dans le gouvernement de Mahmoud Abbas [Ramallah], a déclaré que Sabah aurait dû être libéré en Cisjordanie.

« Il n'a aucun lien avec la bande de Gaza, pas de famille là-bas, rien. »

Il a déclaré que la déportation était un exemple de l'application par Israël des nouveaux décrets militaires permettant que les résidents « illégaux » en Cisjordanie soient déportés. [...]

Le cas Sabah fait suite à celui de Saber Albayari, qui a été déporté ce mercredi vers la bande de Gaza après avoir sollicité un traitement médical dans un hôpital israélien.

Albayari a vécu en Israël durant les 15 dernières années [à Jaffa, où il est marié], mais il a été déporté vers la bande de Gaza lorsque les autorités israéliennes ont découvert qu'il y était né.

On craint que ces expulsions soient les premières d'une vague de déportations de Palestiniens depuis Israël et la Cisjordanie.

Jusqu'à 70 000 Palestiniens peuvent risquer la déportation en vertu de l'ordre militaire qui a été fermement condamné par les dirigeants arabes.

La semaine dernière, l'ex-président Abbas a promis de s'opposer à ce décret. « Israël n'a pas le droit d'expulser même un seul Palestinien, et l'Autorité palestinienne ne le permettra pas et s'y opposera de plusieurs façons [on attend de savoir lesquelles ... N.d.T] ».

Jackie Rowland d'Al Jazeera, rapportant depuis Al Qods, dit que ces faits individuels font connaître le coût humain de ce qui est une stratégie israélienne délibérée pour traiter différemment la Cisjordanie et Gaza.

« Cela s'inscrit dans le contexte stratégique israélien consistant à traiter la bande de Gaza et la Cisjordanie comme des entités distinctes au niveau géopolitique, » dit-elle.

Al Jazeera - Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/news/m...>

22 avril 2010 –

Traduction : Info-Palestine.net

---

## 2-5 Décès du détenu Raëd Abou Hammad, 31 ans "violemment battu dans les prisons israéliennes".

L'Autorité palestinienne a accusé jeudi l'administration pénitentiaire israélienne d'être responsable de la mort d'un détenu palestinien battu à mort.

Détenu à l'isolement, Raëd Abou Hammad, 31 ans, a été retrouvé mort le 16 avril dans sa cellule de la prison d'Eshel (sud de la Palestine occupée).

Le ministre palestinien chargé des Prisonniers, Issa Qaraqâï, a affirmé lors d'une conférence de presse que cette mort était due à un "coup violent à la base de la colonne vertébrale". Un rapport d'autopsie effectué par deux médecins israélien et palestinien a confirmé cette hypothèse.

Mais comme d'habitude, l'administration pénitentiaire israélienne a affirmé que "le rapport d'autopsie n'avait révélé aucun signe de violence", jugeant l'accusation "absolument infondée".

Détenu depuis cinq ans, Raëd Abou Hammad purgeait une peine de dix ans et avait été placé en cellule isolée.

Le frère du défunt, Ahmad, a affirmé, lors d'une conférence de presse à Ramallah, que Raëd était de constitution athlétique et ne souffrait pas de maladie, avant cette mort subite.

Plus de 7.000 Palestiniens, dont 270 âgés de moins de 18 ans, sont détenus par Israël, selon le Bureau central palestinien des statistiques.

Trois des prisonniers sont détenus depuis plus de 30 ans, et 315 depuis plus de 15 ans. 264 sont en détention administrative, incarcérés sans jugement.

Réagissant à ce nouveau crime israélien, le ministère palestinien à Gaza, chargé des affaires des détenus a annoncé avoir reçu une promesse de la part de l'Union Parlementaire internationale de déposer des plaintes contre les violations israéliennes de la loi internationale concernant le traitement des détenus et leur situation dans les prisons de l'occupation.

Pour sa part, le vice-président du conseil législatif palestinien Ahmad Bahr a salué la position de l'union parlementaire internationale "opposé à la politique de détention et de poursuite adoptée par les autorités de l'occupation sioniste à l'encontre des députés détenus".

Bahr a assuré dans un communiqué que la cause des députés détenus devrait attirer l'attention de la communauté internationale alors que l'hégémonie israélienne ne prend pas en considération les valeurs ni les principes de la loi internationale et humaine.

Il a appelé l'union parlementaire internationale à effectuer une visite urgente à la bande de Gaza pour s'enquérir de la souffrance qui y sévit à la suite de la guerre israélienne et de ses répercussions désastreuses.

23/04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=134623&language=fr>

---

## 2-6 Chaîne humaine devant le mur de la honte.

Plus de 3000 personnes venues de plusieurs pays européens, dont l'Espagne, ont formé hier une immense chaîne humaine face à un tronçon du « mur de la honte », érigé par le Maroc au Sahara occidental, pour demander le démantèlement de ce « symbole de la colonisation ».

En organisant cette initiative, connue sous le nom de la « Colonne des 1000 » pour la troisième année consécutive, les organisateurs entendent « dénoncer de nouveau l'occupation marocaine du Sahara occidental et ce mur de la honte qui sépare le peuple sahraoui et qui symbolise la poursuite du conflit », expliquent les organisateurs. « 34 ans se sont écoulés depuis que le Maroc a occupé par la force ce territoire, ouvrant ainsi un conflit qui continue sans aboutir à une solution juste et définitive, avec des familles sahraouies séparées : une partie demeure expulsée de sa terre vivant dans des conditions précaires dans des camps de réfugiés, et l'autre continue de souffrir des affres de l'occupation et de la répression marocaine », ajoutent-ils dans un communiqué.

3 avril

<http://www.elwatan.com/Chaine-humaine-devant-le-mur-de-la>

---

---

## 3 Dossier

PS : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 G.Houballah : Israël possède près de 300 ogives nucléaires !

Dire que l'entité sioniste possède un important arsenal nucléaire militaire n'est certes pas une première !

Mais que cette information soit publiée par des experts occidentaux, et pas n'importe lesquelles, notamment le réputé magazine Jane's Defence Weekly (JDW), un hebdomadaire spécialisé dans les affaires et sociétés militaires, oui cela mérite une pause !

Or si le Centre de recherches et d'études stratégiques, basé à Londres, estime que l'entité israélienne détient actuellement jusqu'à 200 ogives. Le groupe d'information britannique Jane's, spécialisé dans les questions de défense estime le nombre d'ogives nucléaires détenues par l'entité israélienne, entre 200 et 300 têtes nucléaires !

Toujours selon l'hebdomadaire, la puissance militaire israélienne réside dans ses missiles nucléaires sol-sol de courte et de moyenne portée comme par exemple Jericho1 et Jericho2 !

Or, poursuit l'hebdomadaire, Jéricho-2 a évolué de telle sorte qu'il peut atteindre 4500 km, et en 2005 l'entité sioniste s'est dotée d'un missile de longue portée, Jericho-3 qui peut atteindre 7800 km. En plus de ces missiles qui peuvent porter des têtes nucléaires, l'entité israélienne a des avions de chasse F-16, qui peuvent être équipés de missiles nucléaires, toujours selon la même source.

Dans les années 90, l'entité israélienne s'est doté de trois sous-marins de type Dolphins, c'est-à-dire qui fonctionnent au diesel, chacun est équipé de six tubes de lance-torpilles. Selon Jane's, ces sous-marins, sont capable de lancer des missiles, de type Harpon soit capable de porter des têtes nucléaires."

Les experts ont déclaré que l'entité israélienne dispose également d'armes nucléaires tactiques (obus mines, ...).

« Certains analystes pensent qu'Israël maintient le gros de son arsenal nucléaire, en pièces détachées, mais que cet arsenal peut être monté en quelques jours pour le rendre opérationnel », explique le magazine Jane's .

Pour sa part, l'Organisation « Prendre une initiative contre la menace nucléaire », une ONG américaine qui comprend plusieurs éminents experts internationaux confirme que l'arsenal nucléaire de l'entité sioniste varie entre 100 et 200 ogives. Bref, terminé le tabou nucléaire israélien!

G.Houballah

10-04-10

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=133015&language=fr>

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=18613>

---

### 3-2 Ahmed Loutfi : Nucléaire : le sommet de Washington a été marqué par la confirmation de l'influence de l'Etat hébreu.

Braqué surtout sur l'Iran ...en dépit d'un ordre du jour différent, le sommet de Washington a été marqué par la confirmation de l'influence de l'Etat hébreu dont les armes échappent à tout contrôle.

**Israël dans le rôle du souffleur.**

La sécurité nucléaire est-elle entre les mains des grandes puissances uniquement ?

Elles étaient toutes réunies lors du sommet de Washington qui vient de prendre fin et qui fut marqué par l'annonce d'une nouvelle doctrine nucléaire du président américain Barack Obama, s'ajoutant à ses succès politiques de ces dernières semaines. Prélude à cette conférence de Washington, l'accord entre l'Amérique et la Russie pour la réduction de leurs armes stratégiques. Il s'agit finalement de réduire le rôle des armes nucléaires dans les stratégies de défense nationale.

Certes, le nucléaire est loin d'être totalement domestiqué. Malgré certaines avancées, cette nouvelle doctrine américaine reste très en retrait et ne renonce pas à utiliser en premier l'arme atomique, y compris contre un pays qui n'en dispose pas. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Lors de la conférence, Obama n'a pas manqué, ainsi que les différents participants, mais à de degrés divers, de montrer du doigt l'Iran en tant que principale source de terreur nucléaire bien plus que la Corée du Nord. Toute une liste d'accusations contre Téhéran avec en filigrane des menaces à peine voilées d'un possible usage de la force si les sanctions n'aboutissent pas. Et aussi on a vu désigné, comme source de danger plus récent, le terrorisme nucléaire que pratiqueraient certaines organisations, notamment Al-Qaëda (lire page 5). Ainsi, c'est quasiment dans le cercle moyen-oriental que cette notion d'un danger nucléaire trouve son terrain. Mais l'acteur principal, lui, veut rester dans les coulisses ou même jouer le rôle de souffleur. Pas besoin de tenter d'aller chercher trop loin pour deviner de qui il s'agit. C'est Israël, cette puissance nucléaire avérée. La sixième du monde à avoir acquis l'arme nucléaire. La politique du secret, un secret de polichinelle somme toute, qu'il pratique est en premier lieu une arme d'intimidation à l'égard des Arabes.

Ces dernières années d'ailleurs, les allusions concernant ce dossier se sont faites de plus en plus transparentes, notamment de la part de Shimon Pérès, l'actuel président, considéré comme le « père » du programme nucléaire israélien, lancé en très étroite coopération avec la France à la fin des années 1950. En novembre 2001, Shimon Pérès a reconnu, dans un documentaire diffusé par la télévision publique israélienne, que la France avait accepté, en 1956, de doter Israël d'une « capacité nucléaire ». « Des quatre pays qui avaient à l'époque des capacités nucléaires, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande Bretagne, la France était seule susceptible de nous aider », avait admis Pérès.

#### La politique du flou

Aujourd'hui, selon les experts militaires, l'Etat hébreu dispose d'un arsenal nucléaire comprenant plus de deux cents bombes atomiques. « Nous continuons à dire qu'Israël ne sera pas le premier pays à dévoiler l'arme nucléaire au Moyen-Orient. Cette politique va continuer et aucune pression d'un quelconque pays ne la fera changer », a déclaré la vice-ministre israélienne des Affaires étrangères, Dany Ayalon.

La politique du « flou » constitue la position officielle israélienne depuis son adoption en 1965, date de l'inauguration de la centrale nucléaire de Dimona dans le Néguev au sud d'Israël. Or, dans le contexte nouveau-né de cette conférence de Washington, si l'Amérique a tenté de faire pression sur Israël, elle a tout de suite fait marche arrière. « En ce qui concerne Israël, je ne vais pas m'exprimer sur leur programme. Nous avons encouragé tous les pays à devenir membres du TNP, donc, il n'y a pas de contradiction », a affirmé le président Obama, qui poursuit : « Que nous parlions d'Israël ou de tout autre pays, nous pensons que devenir un membre du TNP est important. Ce n'est pas une nouvelle prise de position, c'était l'avis du gouvernement américain, même avant mon administration ».

Des appels bien timides comme on le constate alors que pour l'Iran, ce sont quasiment des déclarations de guerre. On rappelle d'ailleurs que l'Etat hébreu a conclu une « entente » en 1969 avec les Etats-Unis aux termes de laquelle les dirigeants israéliens s'abstiennent de toute déclaration publique sur le potentiel nucléaire de leur pays et ne procèdent à aucun test nucléaire. En échange, Washington s'est engagé à s'abstenir d'exercer des pressions sur ce dossier.

De toute façon, Israël n'est pas signataire du TNP et ce ne sont les douces invitations d'Obama qui l'obligeront à le faire. 190 Etats ont adhéré à ce traité, en dépit de certaines réserves, y compris tous les Etats du Moyen-Orient. Dans ce contexte, on ne peut que constater que c'est Tel-Aviv qui est le gagnant. « On pourrait penser que le TNP a été doublement profitable à Israël : d'une part, parce que sa non-adhésion lui a permis de garder ses options ouvertes et d'autre part, et inversement, parce que l'adhésion des Etats voisins lui a permis de bénéficier des contraintes que le TNP impose à ces Etats », relève le politologue Camille Mansour, professeur à l'Université de Versailles.

Or, il est clair que, vu du Proche-Orient, c'est Israël qui représente donc le principal danger au Proche-Orient. En fait, il se sert du nucléaire pour asseoir sa suprématie militaire, et puis joue le jeu contraire, celui de la crainte d'un nucléaire qui viendrait de l'Iran, par exemple, pour continuer à jouer ce double rôle. Oter un masque pour placer un autre, mais le visage réel est celui de Mars, le dieu de la guerre. Le bombardement de la centrale nucléaire iraquienne Osirak en 1981 est bien un exemple. Le danger vient donc d'Israël. Mais cet Etat parvient toujours à se dérober.

Selon le chercheur Mohamad Abdel-Salam, du Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram, « il ne faut pas ignorer que le sommet de Washington avait pour chapitre principal dans son agenda de traiter avec les matériaux nucléaires qui pourraient s'infiltrer vers l'extérieur, c'est-à-dire des organisations terroristes par exemple.

Contrôler les matières et non les armes était l'objectif du sommet. Mais il était entendu que cette question d'armes s'imposera, et c'est ce qui est arrivé. Certains ont fait campagne contre l'Iran tandis que les Arabes se sont mobilisés contre Israël ». Tout s'est déroulé selon les capacités de chaque partie. « Mais, ajoute-t-il, Israël arrive toujours à se dérober, parce que les pays occidentaux sont en majorité convaincus de ce que fait l'Etat hébreu. Obama n'a même pas commenté le programme nucléaire israélien. Ce sont les équilibres politiques qui ont prévalu et non l'ordre du jour ». Israël ne trouve pas de peine à se dérober. Ceci remonte à trois raisons, selon Mohamad Abdel-Salam. « Tout d'abord parce qu'il n'est pas signataire du TNP (Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires), donc aucune règle de ce traité ne s'applique à lui. Ensuite, Israël n'a pas jusqu'à présent déclaré officiellement qu'il détient des armes atomiques. Et enfin, les liens très solides qui existent avec les Etats-Unis. Il y a une compréhension américaine à l'égard de ce que fait Tel-Aviv concernant les armes nucléaires. Ceci d'autant plus qu'Israël a su promouvoir l'idée qu'il n'utilisera l'arme nucléaire que pour se défendre. D'ailleurs, l'Europe adopte la même attitude ».

#### Sources de menaces multiples

Par contre, les pays arabes n'ont pas, à ce jour, trouvé le moyen effectif de traiter cet état des choses. Comme le dit le politologue, les Arabes peuvent soulever un débat sur la question, mais pas la traiter. Or il semble qu'ils n'ont pas beaucoup de choix. Soit ils acceptent la réalité, et c'est ce qu'ils rejettent totalement. Soit ils tentent d'être à égalité avec Israël en se dotant d'armes nucléaires, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire. La dernière option est l'élimination des armes nucléaires de toute la région. Mais là aussi, il s'agirait d'un discours plutôt médiatique. « Ce ne sont pas des propos négociables. Même le sommet arabe de Riyad 2007 a gelé un projet de résolution de la Ligue arabe pour l'élimination totale des armes de destruction massive, sous couvert de la nécessité de

réviser le texte ». Or la question est d'autant plus complexe que pour les pays arabes en général, les sources de menaces sont considérées comme multiples. « Le danger provient d'Israël et de l'Iran. Tout est donc relatif. Le degré de danger est associé pour chaque Etat à sa proximité avec la source et leurs intérêts communs », poursuit-il.

Mais un fait est sûr, le vrai risque provient d'Israël et cela ne date pas d'hier. Camille Mansour rappelle que dès la fin des années 1950, l'Egypte n'ignorait pas que le réacteur de Dimona était susceptible de servir à un usage militaire et le président Nasser lui-même évoqua la question dans un discours en décembre 1960. Quand en 1963, les émissaires du président américain John Kennedy proposèrent que Washington œuvre en vue d'un contrôle du programme nucléaire israélien, en contrepartie du gel de l'effort égyptien visant à développer des missiles balistiques, Nasser répondit que la politique de l'Egypte à l'égard d'Israël était une politique défensive et que la production par Israël de matières fissiles à usage militaire conduirait l'Egypte à une anticipation par une guerre de protection. D'ailleurs, Mohamad Saïd Idriss relève qu'Israël agit dans le même esprit et cite même Nasser. Un écrivain israélien, Alof Ban, a aussi écrit dans le journal Haaretz que cette vision d'une guerre préventive, les Israéliens la tirent d'une déclaration de Nasser et qu'Israël se l'est appropriée en faisant sa vraie doctrine. En fait, Israël joue la même rengaine depuis toujours, celle de l'Etat en danger. Une vision que soutiennent les Occidentaux.

Sentiment d'avoir été « abusés »

Or, s'il en est ainsi, il faudrait que l'Etat hébreu et l'Occident s'attachent principalement à la recherche de la paix. Il est important de rompre le cercle vicieux concernant la relation entre la bombe et la prétendue situation spécifique d'Israël. Mais comme on le voit dans le contexte politique actuel, Israël ne fait pas le moindre effort pour résoudre la question du Proche-Orient, en plus de son rejet du TNP. De quoi rendre le rendez-vous de mai prochain à New York, du Congrès de révision du traité, très important. Il déterminera dans quelle mesure les participants adopteront leur attitude au sujet d'Israël. Les pays du Moyen-Orient ont eu le sentiment d'avoir été « abusés » par le TNP pour lequel les puissances nucléaires n'ont pas tenu leurs engagements. C'est ce que d'ailleurs avait mis en relief un diplomate égyptien. « Nous, pays du Moyen-Orient, avons le sentiment d'avoir été abusés en faisant des concessions pour des promesses qui ne se sont jamais concrétisées », a expliqué Hicham Badr, représentant de l'Egypte auprès de l'Onu à Genève, lors de la Conférence du désarmement, organisée dans cette ville en mars dernier. « Il y a un ressentiment répandu dans la région contre le TNP, ses objectifs, sa partialité et son manque de volonté politique », a-t-il insisté. L'ambassadeur égyptien estime que les pays dotés de l'arme nucléaire n'ont pas tenu leurs engagements, alors que les tentatives de faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires ont toujours été repoussées. Il a prévenu que les pays du Moyen-Orient pourraient jouer un rôle « central » dans le succès de la conférence de mai destinée à renforcer le traité. Les conférences de suivi du TNP se déroulent tous les cinq ans depuis l'adoption, en 1970, de l'accord. La dernière, en mai 2005, s'est terminée sur un échec. La prochaine sera-t-elle plus efficace ? Difficile à prévoir. Mais une chose est sûre : pour le Proche-Orient, les risques nucléaires et un Iran diabolisé sont les principaux alibis d'Israël.

Ahmed Loutfi & Chaïmaa Abdel-Hamid

27 avril

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/4/21/leve1.htm>

---

### 3-3 Le filet se resserre sur Israël.

" La communauté internationale doit exercer des pressions sur Israël afin de le contraindre à signer le Traité de Non-prolifération (TNP)".

C'est ce qu'a souligné le ministre libanais des Affaires étrangères, en visite à Téhéran, en vue de participer à la Conférence internationale de Téhéran sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération. " Israël, a précisé Ali al-Shami, n'a cessé de menacer d'attaque nucléaire et non nucléaire, les pays de la région, y compris le Liban et ce régime a, à maintes reprises, violé l'espace aérien libanais, contredisant la résolution 1701 du Conseil de Sécurité de l'Onu. Avant le Liban, l'Egypte et la Jordanie ont averti le monde entier contre les dangers de la centrale nucléaire Dimona et la fuite des matières radioactives de cette centrale nucléaires et cela malgré le fait que ces deux pays aient signé l'accord de paix avec le régime de Tel-Aviv. La centrale nucléaire Dimona, a été construite en 1956 par la France au sud de la Palestine occupée, centrale dont la durée de vie n'a, l'ont prévu les spécialistes français, été que de trois décennies, tandis que depuis 54 ans, la centrale Dimona reste encore active. Il s'agit, en conséquence, des menaces sérieuses pour le monde, notamment les pays de la région. Le seul possesseur des armes nucléaires se soustrait, non seulement de signer le TNP, mais encore, il n'a, jusqu'à présent, autorisé aucune instance internationale compétente à superviser ses activités nucléaires.

L'intéressant est qu'Israël n'a fait aucun cas des spéculations en cours sur son arsenal nucléaire, mais aussi, il opte pour une stratégie équivoque dans ce domaine pour faire planer à jamais le spectre de la menace dans la région.

Selon les révélations faites par l'ex technicien nucléaire israélien, Mordechai Vananu, Israël possède plus de 200 ogives nucléaires. Le premier chef du gouvernement israélien, David Ben Gourion s'était clairement adressé en 1950 aux pays de la région qu'Israël devait muter en seule puissance nucléaire de la région.

Pour ce faire, le régime factice sioniste a lancé des guerres destructives dans la région pour embraser le Moyen-Orient et produire, proliférer et stocker la bombe atomique pour planer sa menace dans la région. Certes, Israël compte, entre temps, sur les soutiens sans réserve des Etats-Unis et profite de la politique de deux poids deux mesures de la Maison Blanche pour insécuriser la région et le monde. Dans une telle situation, les pays de la région, tels que la Turquie, l'Egypte, le Liban et la Syrie plaident pour l'adhésion du régime sioniste au TNP et une supervision internationale sur l'arsenal nucléaire israélien.

18/04

### 3-4 Union Juive Française « JCALL » appelle à la raison : Quelle raison ?

La politique intransigeante du gouvernement Netanyahu, qui, en poursuivant la judaïsation de Jérusalem, va jusqu'à narguer le gouvernement Obama, ne peut que susciter des protestations dans les grandes communautés juives du monde occidental, y compris au coeur des communautés organisées.

Ainsi aux USA, un groupe de pression nommé « J Street » s'est fixé comme horizon de mettre en oeuvre des conceptions plus proches de celles d'Obama que de celles de Netanyahu.

Dans cet état d'esprit, il a été lancé au niveau européen un appel « Jcall », dont les initiateurs en France sont diverses personnalités telles que Daniel Cohn Bendit, Bernard Henry Lévy ou Alain Finkielkraut.

Cet appel dénonçant la colonisation ininterrompue de la Cisjordanie, il ébranle le monolithisme arrogant du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), courroie de transmission de la politique israélienne, et suscite des remous dans la population juive, ce qui ouvre la voie à des remises en cause que nous espérons de plus en plus profondes.

Toutefois, l'Union Juive Française pour la paix ne peut apporter sa signature à ce texte ni le soutenir de quelque façon que ce soit.

En effet, il se présente clairement comme une façon de faire accepter au monde un « Etat juif et démocratique » dont les Juifs du monde entier serait par définition solidaires, un Etat démocratique pour les Juifs mais Juif au regard des Palestiniens.

Les Palestiniens sont les grands absents de ce texte, Gaza n'y existe pas, le droit des réfugiés n'y existe pas, le droit de tous les habitants d'Israël à une citoyenneté complète n'y existe pas. Pire, le texte estime que la décision finale n'appartient qu'aux Israéliens, ne donnant aucune voix au chapitre aux palestiniens.

Car ses rédacteurs l'écrivent clairement, ce qui les guide c'est sauver l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël, c'est la crainte d'un processus de délégitimation de cet Etat, en dehors de toute référence au droit international. Pour l'UJFP, le peuple israélien ne peut espérer une paix durable qu'en acceptant une solution faisant droit aux revendications légitimes du peuple palestinien. Le rôle des Juifs dans le monde n'est pas d'entretenir le peuple israélien dans l'idée suicidaire que sa mission serait d'établir entre Méditerranée et Jourdain un Etat juif refuge exempté de toute obligation de respect des règles du droit international et de simple humanité à l'égard d'un peuple qu'il continue d'ignorer.

[UJFP](#)

[Le Bureau national de l'Union Juive Française pour la Paix](#)

26 avril 2010

Le texte de l'appel sur :

[Appel à la raison](http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1783)<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1783>

<http://www.aloufok.net/spip.php?article1783>

---

### 3-5 Des dizaines de milliers de Palestiniens « expulsables ».

Le gouvernement israélien a-t-il, au moins, pendant ce long délai de trois semaines, progressé dans la réflexion sur les engagements à prendre pour rétablir la confiance avec les palestiniens ? En apparence, non. Il semble même avoir conclu que l'heure n'est pas aux gestes d'ouverture en direction des Palestiniens et de Washington. Alors que des initiatives destinées à assouplir la réglementation militaire en vigueur en Cisjordanie et à faciliter la vie quotidienne des Palestiniens étaient attendues, c'est une mesure allant exactement à l'encontre de cet objectif qui a été prise mardi dernier.

Ce jour-là en effet sont entrés en vigueur deux « ordres » des Forces de défense d'Israël ( n°1649 et n°1650) qui, selon les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme, ouvrent la voie à l'expulsion possible de Cisjordanie de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens.

Fondés sur des dispositions adoptées en 1969, pour réprimer l'infiltration en Israël de Palestiniens soupçonnés de terrorisme, en provenance des pays ennemis voisins (Jordanie, Egypte, Liban, Syrie), ces deux ordres, signés en réalité, discrètement, le 13 octobre dernier par le général Gadi Shamni, alors commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, ont pour effet pratique de transformer en « infiltrés » tous les Palestiniens qui se trouvent en Cisjordanie sans posséder un permis - délivré par l'armée - les autorisant à y résider ou séjourner.

L'accusation « d'infiltration » relevant de l'atteinte criminelle à la sécurité d'Israël, les « suspects » ne seront plus jugés comme de simples « immigrants illégaux » par les tribunaux civils mais déferés aux tribunaux militaires, ce qui les expose à des peines de prison de trois à sept ans, à de lourdes amendes, voire à l'expulsion pure et simple du territoire.

« L'aveuglement politique de Netanyahu »

Qui est visé par ces ordres ? Tous les résidents de Cisjordanie ou presque. Sont plus immédiatement menacés ceux qui possèdent une carte d'identité portant une adresse dans la bande de Gaza, ceux qui sont nés en Cisjordanie mais qui pour diverses raisons (études, affaires, réunion de famille) ont séjourné longtemps à l'étranger, les résidents de Jerusalem-Est contrôlés en Cisjordanie, et les conjoints étrangers de Palestiniens ou Palestiniennes de Cisjordanie. Pourront aussi être visés les Palestiniens de Cisjordanie qui vivent à proximité du mur et de la barrière de séparation et qui doivent détenir un permis spécial - même s'ils sont nés là - pour résider dans cette zone jugée « sensible » par l'armée.

Une négligence dans le renouvellement du document où un refus de l'armée les exposera du jour au lendemain à la prison ou à l'expulsion vers un pays voisin. L'armée - qui délivre ou non les permis - étant simultanément chargée de juger les contrevenants, les organisations de défense des droits de l'homme redoutent que les juges militaires confrontés à des « infiltrés » soient beaucoup plus intransigeants que les magistrats civils à qui il arrivait parfois de tenir compte de considérations humanitaires notamment dans les cas de regroupement familial. S'ajoutant aux multiples contrôles, harcèlements bureaucratiques et humiliations diverses qui font le quotidien des habitants de la Cisjordanie, ces mesures ont été accueillies avec un sentiment de révolte d'autant plus grand qu'elles ne s'appliquent évidemment pas aux 500 000 israéliens qui vivent dans les colonies de Cisjordanie et de la périphérie de Jérusalem.

L'entrée en vigueur de ces deux ordres militaires, au moment même où Hillary Clinton salue « l'efficacité et l'engagement des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne » et où la Banque mondiale, constate, dans un rapport de 31 pages, les « progrès constants » accomplis par l'Autorité palestinienne en matière de sécurité et de construction de ses institutions a provoqué une violente réaction du principal négociateur palestinien.

Au cours d'un entretien avec des journalistes, mercredi à Ramallah, Saëb Erakat, a dénoncé un « système d'apartheid » et « l'aveuglement politique de Netanyahu » qui a choisi, selon lui, « les colons contre la paix ». Les responsables de l'Autorité palestinienne, comme les organisations de défense des droits de l'homme relèvent par ailleurs que ces deux ordres militaires violent clairement la Quatrième Convention de Genève qui interdit à une puissance occupante de chasser de leurs foyers les civils placés de fait sous son contrôle.

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

---

### 3-6 Gavin Rabinowitz : Israël de plus en isolé sur la scène internationale.

- Le Premier ministre Netanyahu brille par son absence cette semaine au sommet sur la sécurité nucléaire à Washington, un geste symbolique qui traduit l'isolement croissant de l'État hébreu sur la scène internationale.

Depuis qu'il a pris ses fonctions il y a un an, le chef de la droite israélienne a dû gérer crise diplomatique sur crise diplomatique, tout en étant confronté à un blocage total du processus de paix avec les Palestiniens.

Non seulement des frictions se sont multipliées avec l'Égypte et la Jordanie, seuls pays arabes à avoir signé la paix avec Israël, mais les relations avec la Turquie, longtemps considérée comme un allié stratégique, se sont dégradées à la suite de la dernière guerre de Gaza et de la récente humiliation publique de l'ambassadeur turc en Israël.

Des désaccords sont aussi apparus avec plusieurs pays européens, notamment scandinaves.

Mais le coup de froid dans les relations avec Washington, dont rien n'indique qu'il n'est que passager, représente l'évolution la plus inquiétante pour les dirigeants israéliens.

L'accueil réservé par le président Barack Obama à Benjamin Netanyahu lors de sa visite fin mars à Washington illustre l'ampleur de la crise israélo-américaine, sans précédent depuis des décennies.

Les deux hommes, qui ne semblent guère avoir d'atomes crochus, ne sont parvenus jusqu'à présent à aucun accord, en particulier sur la colonisation juive à Jérusalem-Est annexée que M. Netanyahu entend poursuivre.

Le climat s'est à ce point dégradé qu'un des principaux conseillers de M. Obama, David Axelrod, a dû assurer qu'aucun "affront" n'avait été fait au Premier ministre israélien.

Les analystes israéliens relèvent que l'isolement d'Israël est, dans une large mesure, lié à des développements antérieurs de plusieurs mois à l'arrivée au pouvoir de M. Netanyahu.

Ainsi l'image d'Israël auprès de l'opinion internationale a été sérieusement ternie par l'Opération "Plomb durci" lancée en décembre 2008 contre la bande de Gaza par le précédent gouvernement d'Ehud Olmert.

Le bilan humain (1.400 Palestiniens tués, dont des centaines de civils) et l'étendue des destructions matérielles -soulignés par le rapport Goldstone de l'ONU- ont placé Israël sur le banc des accusés.

Depuis, les Palestiniens ont suspendu les négociations avec Israël et les relations avec la Turquie se sont détériorées.

"Pour la Turquie, la guerre à Gaza a surtout servi de prétexte pour s'en prendre à Israël, à l'heure où, déçue par le refus de l'UE de l'accueillir comme État membre, elle se rapproche de la Syrie et de l'Iran", analyse le politologue Gerald Steinberg du Centre d'études stratégiques Begin-Sadate.

Quant aux relations avec Washington, l'élection de Barack Obama a marqué un vrai tournant: M. Netanyahu n'est plus en symbiose avec le président américain comme ses prédécesseurs l'étaient avec George W. Bush dans la lutte contre "l'axe du mal".

Le président Obama accepte beaucoup moins que M. Bush la poursuite de la colonisation.

Aux yeux de nombre de responsables américains, civils comme militaires, la politique de M. Netanyahu entrave les efforts des États-Unis pour se rapprocher du monde arabe et musulman.

Pour le chercheur Mark Heller, de l'université de Tel-Aviv, "Bibi" Netanyahu ne poursuit pourtant pas de politique radicalement différente de celles de ses prédécesseurs.

Mais la diplomatie israélienne est aujourd'hui dirigée par le chef d'un parti ultra-nationaliste, Avigdor Lieberman, peu apprécié dans plusieurs capitales occidentales.

"Les dirigeants israéliens actuels ne savent pas trouver le langage diplomatique pour rendre la pilule moins amère", souligne M. Heller

Gavin RABINOWITZ

13-04-

PO-Israël-diplomatie-USA PREV

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

<http://boycottisraelinternational.com>

---

### 3-7 Et si le processus de paix échouait... les Arabes en pleine réflexion .

- Si le processus de paix échoue, que fait-on?

Les dirigeants arabes réunis en sommet à Syrte réfléchissent aux alternatives pour contraindre Israël à se retirer des territoires occupés.

Plusieurs responsables se déclarent désormais convaincus que les négociations indirectes proposées par les Etats-Unis ne mèneront à rien.

Samedi, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a appelé les dirigeants arabes à "discuter de la possibilité existante d'un échec total du processus de paix" israélo-palestinien. Les négociations de proximité, arrachées par les Etats-Unis aux deux parties, sont effectivement bloquées par la colonisation à Jérusalem-Est avant même d'avoir commencé.

Ces discussions, a estimé M. Moussa, sont pourtant les dernières "sous la forme dont elles ont été menées au cours des deux dernières décennies".

M. Moussa a révélé que le comité de suivi de l'initiative de paix arabe, un plan de paix global d'inspiration saoudienne, était "sur le point d'élaborer des plans alternatifs et des démarches pour faire face" à l'éventualité d'un échec.

Ce comité avait donné le 3 mars son feu vert pour le lancement des négociations indirectes. Mais les Arabes sont "convaincus qu'elles sont inutiles en raison de la poursuite de l'intransigence israélienne", a admis vendredi soir le président du comité de suivi, le Premier ministre qatari Hamad Ben Jassem.

Il est temps, a-t-il dit, que "la communauté internationale assume ses responsabilités" évoquant pour la première fois des sanctions internationales contre Israël.

"Israël se comporte comme s'il avait une immunité car jamais des sanctions internationales ne lui ont été imposées", a ajouté le Qatarote.

En acceptant les négociations indirectes, "nous avons voulu donner une carte au médiateur américain et nous allons soutenir les efforts des médiateurs s'ils espèrent réussir. Mais ce soutien ne sera pas aux dépens de notre cause", a-t-il averti.

Selon le comité de suivi, le lancement des négociations "est lié" à l'arrêt de la colonisation israélienne et surtout l'annulation de la décision récente de construire 1600 logements juifs à Jérusalem-est.

"Il y a plusieurs options pour une nouvelle stratégie arabe vis-à-vis du conflit avec Israël", affirme à l'AFP Hicham Youssef, un haut responsable de la Ligue arabe, alors que l'Etat hébreu a réitéré samedi son refus de geler la colonisation.

"Certains évoquent la guerre, d'autres parlent de résistance armée ou de résistance pacifique", ajoute-t-il.

Des dirigeants arabes se sont inquiétés des risques d'un conflit armé dans la région. A Syrte, le président palestinien Mahmoud Abbas a mis en garde samedi contre "des guerres qui risquent d'éclater si les violations israéliennes à Jérusalem se poursuivent". Peu avant lui, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait affirmé que "si Jérusalem brûle, ceci signifie que la Palestine brûle. Et si la Palestine brûle, ceci veut dire que le Proche-Orient brûle".

Israël joue "avec le feu" en poursuivant la construction de logements à Jérusalem-Est, avait estimé jeudi le roi Abdallah II de Jordanie. Pour le président syrien Bachar al-Assad, Israël "pousse la région vers la guerre" avec l'occupation de terres comme le Golan, revendiqué par Damas.

Une autre possibilité, selon M. Youssef, serait "d'aller au Conseil de sécurité pour demander l'imposition d'un règlement aux parties".

"Il est temps que les résolutions du Conseil de sécurité concernant le conflit israélo-palestinien soient prises sous le chapitre VII de l'ONU", prévoyant des mesures coercitives en cas de menace contre la paix, souligne-t-il.

"Ce sera bien sûr une longue et dure bataille", admet le diplomate arabe.

28/03

[http://www.lexpress.fr/actualites/1/et-si-le-processus-de-paix-echouait-les-arabes-en-pleine-reflexion\\_858764.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/et-si-le-processus-de-paix-echouait-les-arabes-en-pleine-reflexion_858764.html)

---

### 3-8 René Backmann :Les mesures attendues de Netanyahou.

La Maison Blanche n'a pas rendu publique la liste des engagements attendus du premier ministre israélien, mais par recoupement de fuites et de confidences de part et d'autre, on estime qu'elle comprenait notamment les mesures suivantes : gel des constructions dans les colonies à Jérusalem-est et respect strict du moratoire sur l'arrêt des constructions en Cisjordanie; levée de certains barrages et check-points en Cisjordanie, pour faciliter la circulation et stimuler l'activité économique ; libération de plusieurs centaines (voire de 2000) de prisonniers du Fatah, détenus en Israël, pour restaurer la crédibilité du président palestinien ; passage sous contrôle de l'Autorité palestinienne de certaines zones de Cisjordanie - dont la localité d'Abou Dis, à l'est de Jérusalem - actuellement sous contrôle israélien ; allègement du blocus de la bande de Gaza, et autorisation d'y faire entrer des matériaux de construction destinés à réparer les dégâts de l'opération «plomb durci» ; engagement à aborder dès le début des négociations indirectes les questions liées au statut final des négociations (frontières, colonies, Jérusalem, réfugiés, eau, sécurité...), au lieu de consacrer ces pourparlers aux questions de calendrier et de procédures, comme le souhaitait la partie israélienne.

La majeure partie, de ces mesures, on le voit, étaient très difficiles à faire accepter par la coalition de droite et d'extrême droite qui soutient Benjamin Netanyahou. Peut-être grisé par l'accueil enthousiaste qu'il avait reçu à Washington lors du congrès de l'Aipac, le principal lobby pro-israélien des Etats-Unis, très favorable au Likoud, le premier ministre israélien a semblé réagir comme si le rapport de forces politique aux Etats-Unis ne lui était pas défavorable et, surtout, comme s'il avait tout son temps. Ce qui n'était pas exactement le cas.

La nécessité pour le premier ministre israélien d'avoir à s'expliquer, devant le président américain, sur son absence de réponse, a sans doute été, autant que le risque de s'exposer à une offensive diplomatique turco-arabe contre l'armement nucléaire israélien, à l'origine du refus de Netanyahou de se rendre comme prévu, la semaine dernière, à Washington, pour la conférence internationale sur la sécurité nucléaire.

Et cela même si cette réunion offrait à Israël une tribune providentielle pour défendre sa thèse stratégique favorite : la possession par le régime de Téhéran d'une arme nucléaire constitue pour Israël une menace majeure, qui devrait être traitée en priorité par les Etats-Unis et leurs alliés, au contraire de la question israélo-palestinienne qui peut attendre.

**Des dizaines de milliers de Palestiniens « expulsables »**

Le gouvernement israélien a-t-il, au moins, pendant ce long délai de trois semaines, progressé dans la réflexion sur les engagements à prendre pour rétablir la confiance avec les palestiniens ? En apparence, non. Il semble même avoir conclu que l'heure n'est pas aux gestes d'ouverture en direction des Palestiniens et de Washington. Alors que des initiatives destinées à assouplir la réglementation militaire en vigueur en Cisjordanie et à faciliter la vie quotidienne des Palestiniens étaient attendues, c'est une mesure allant exactement à l'encontre de cet objectif qui a été prise mardi dernier.

Ce jour-là en effet sont entrés en vigueur deux « ordres » des Forces de défense d'Israël ( n°1649 et n°1650) qui, selon les organisations israéliennes de défense des droits de l'homme, ouvrent la voie à l'expulsion possible de Cisjordanie de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens.

Fondés sur des dispositions adoptées en 1969, pour réprimer l'infiltration en Israël de Palestiniens soupçonnés de terrorisme, en provenance des pays ennemis voisins (Jordanie, Egypte, Liban, Syrie), ces deux ordres, signés en réalité, discrètement, le 13 octobre dernier par le général Gadi Shammi, alors commandant des forces israéliennes en Cisjordanie, ont pour effet pratique de transformer en « infiltrés » tous les Palestiniens qui se trouvent en Cisjordanie sans posséder un permis - délivré par l'armée - les autorisant à y résider ou séjourner.

L'accusation « d'infiltration » relevant de l'atteinte criminelle à la sécurité d'Israël, les « suspects » ne seront plus jugés comme de simples « immigrants illégaux » par les tribunaux civils mais déférés aux tribunaux militaires, ce qui les expose à des peines de prison de trois à sept ans, à de lourdes amendes, voire à l'expulsion pure et simple du territoire.

**« L'aveuglement politique de Netanyahou »**

Qui est visé par ces ordres ? Tous les résidents de Cisjordanie ou presque. Sont plus immédiatement menacés ceux qui possèdent une carte d'identité portant une adresse dans la bande de Gaza, ceux qui sont nés en Cisjordanie mais qui pour diverses raisons (études, affaires, réunion de famille) ont séjourné longtemps à l'étranger, les résidents de Jerusalem-Est contrôlés en Cisjordanie, et les conjoints étrangers de Palestiniens ou Palestiniennes de Cisjordanie. Pourront aussi être visés les Palestiniens de Cisjordanie qui vivent à proximité du mur et de la barrière de séparation et qui doivent détenir un permis spécial - même s'ils sont nés là - pour résider dans cette zone jugée « sensible » par l'armée.

Une négligence dans le renouvellement du document où un refus de l'armée les exposera du jour au lendemain à la prison ou à l'expulsion vers un pays voisin. L'armée - qui délivre ou non les permis - étant simultanément chargée de juger les contrevenants, les organisations de défense des droits de l'homme redoutent que les juges militaires confrontés à des « infiltrés » soient beaucoup plus intransigeants que les magistrats civils à qui il arrivait parfois de tenir compte de considérations humanitaires notamment dans les cas de regroupement familial. S'ajoutant aux multiples contrôles, harcèlements bureaucratiques et humiliations diverses qui font le quotidien des habitants de la Cisjordanie, ces mesures ont été accueillies avec un sentiment de révolte d'autant plus grand qu'elles ne s'appliquent évidemment pas aux 500 000 israéliens qui vivent dans les colonies de Cisjordanie et de la périphérie de Jerusalem.

L'entrée en vigueur de ces deux ordres militaires, au moment même où Hillary Clinton salue « l'efficacité et l'engagement des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne » et où la Banque mondiale, constate, dans un rapport de 31 pages, les « progrès constants » accomplis par l'Autorité palestinienne en matière de sécurité et de construction de ses institutions a provoqué une violente réaction du principal négociateur palestinien.

Au cours d'un entretien avec des journalistes, mercredi à Ramallah, Saëb Erakat, a dénoncé un « système d'apartheid » et « l'aveuglement politique de Netanyahou » qui a choisi, selon lui, « les colons contre la paix ». Les responsables de l'Autorité palestinienne, comme les organisations de défense des droits de l'homme relèvent par ailleurs que ces deux ordres militaires violent clairement la Quatrième Convention de Genève qui interdit à une puissance occupante de chasser de leurs foyers les civils placés de fait sous son contrôle.

**Un nouveau plan de paix à l'automne**

On comprend, dans ces conditions, que l'administration Obama manifeste une certaine irritation devant la mauvaise volonté israélienne. Confrontés à deux guerres - en Irak et en Afghanistan - et au difficile dossier du nucléaire irakien, les responsables du Pentagone et du Conseil de sécurité insistent, avec l'aval désormais explicite du président, sur la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'obtenir et de préserver le soutien de la majeure partie du monde arabe. Et ils répètent, depuis plusieurs semaines désormais, que de ce point de vue, le conflit qui se prolonge au Proche-Orient représente un fardeau pour les Etats-Unis. Barack Obama a rappelé mardi que la résolution du conflit israélo-palestinien était « une question de sécurité nationale vitale pour les Etats-Unis » car elle avait « un coût significatif en sang et en ressources financières »

Il n'est pas question pour Washington, de revenir sur le caractère stratégique et historique de l'alliance entre les Etats-Unis et Israël, ni d'évoquer d'éventuelles menaces de pressions sur Jerusalem - les assurances sont claires sur ces points - mais de faire comprendre à Benjamin Netanyahou qu'on attend plus et mieux de lui.

C'était d'ailleurs le sens de l'intervention d'Hillary Clinton, jeudi devant les membres d'un centre de recherches pour la paix au Moyen-Orient. « Notre administration n'a pas l'intention d'imposer un accord aux deux parties, a déclaré la secrétaire d'Etat, mais Israël ne peut pas reculer devant les choix difficiles qui doivent être faits pour parvenir à la paix avec les Palestiniens ».

Même s'il ne s'agit pas « d'imposer un accord » aux deux parties, Washington, semble-t-il, pense sérieusement à présenter, peut-être dès cet automne, un « plan de paix pour le Proche-Orient » qui serait notamment fondé sur les avancées obtenues à Camp David en juillet 2000, puis à Taba, en janvier 2001.

Le président américain, selon le Washington Post, aurait pris cette décision après avoir recueilli l'avis de six anciens conseillers pour la sécurité des présidents démocrates et républicains, réunis par le général Jim Jones, actuel titulaire du poste. Au lieu de tenter d'obtenir des deux parties des concessions et d'offrir des propositions de rapprochement, comme projetait de le faire George Mitchell, les collaborateurs de Barack Obama envisageraient, sur les conseils de ces experts, de faire progresser les deux parties à partir des positions déjà acquises sur les questions des frontières, du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, du statut de Jerusalem et de la sécurité.

Ce plan, toujours selon les informations recueillies par David Ignatius du Washington Post, serait mis en œuvre en même temps que les mesures destinées à convaincre - voire contraindre - l'Iran de renoncer à ses ambitions nucléaires militaires. L'objectif étant de ne pas laisser le problème palestinien sans solution, pour le plus grand bénéfice de l'Iran et des extrémistes islamistes, prompts à se présenter en défenseurs des opprimés. Une partie des conseillers de Barack Obama estimerait que ce plan de paix doit se substituer purement et simplement au projet de « négociations indirectes ». D'autres jugeraient qu'il faut laisser une chance à la navette diplomatique de George Mitchell et mettre en œuvre ce plan en cas d'échec des négociations. Echec tenu pour probable, étant donné l'intransigeance actuelle d'Israël.

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

---

### 3-9 Amy Teibel : Nétanyahou aurait imposé le gel des constructions à Jérusalem-Est.

Bien qu'il s'en défende en public, le gouvernement de Benjamin Nétanyahou a imposé de facto un gel des constructions israéliennes à Jérusalem-Est, a appris l'Associated Press lundi auprès de responsables municipaux. Le même jour, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a laissé entendre qu'il serait prêt à entamer des pourparlers indirects avec Israël.

Interrogé sur la chaîne israélienne Channel 2, Mahmoud Abbas a déclaré qu'il allait soumettre cette semaine à la Ligue arabe la proposition américaine pour une reprise des pourparlers et que les Palestiniens « espèrent que la réponse sera positive ». Le dirigeant palestinien doit consulter samedi les représentants de la Ligue arabe sur ces pourparlers indirects. Lors des précédentes consultations, il avait reçu le feu vert des pays arabes. Leur approbation lui donnerait plus de poids pour tenter de convaincre une opinion publique sceptique.

Les États-Unis ont proposé des pourparlers indirects entre Israël et l'Autorité palestinienne, l'émissaire du président Barack Obama, George Mitchell, servant d'intermédiaire. Mais l'ouverture de tels pourparlers est bloquée depuis plusieurs semaines, les Palestiniens ayant suspendu leur accord à la suite de l'annonce par Israël de nouvelles constructions à Jérusalem-Est. L'État hébreu avait provoqué la colère des États-Unis il y a un mois et demi quand, en pleine visite du vice-président Joe Biden, le ministère israélien de l'Intérieur avait annoncé l'approbation de 1 600 logements juifs dans la partie arabe de la ville, revendiquée par les Palestiniens. Une décision jugée provocatrice, au moment même où M. Biden tentait de ramener les Palestiniens à la table des négociations. Pour reprendre les pourparlers indirects, les Palestiniens exigent un gel préalable de la colonisation.

« Tout de suite après l'incident Biden, le gouvernement a ordonné au ministère de l'Intérieur de ne même plus parler de nouvelles constructions de logements juifs à Jérusalem-Est », a rapporté le conseiller municipal Meir Mergalit. Ce membre du parti Meretz (gauche) a dit tenir ces informations de hauts responsables municipaux directement impliqués dans les projets immobiliers. « Ce n'est pas simplement que les chantiers ont cessé: les comités qui s'occupent de ces questions ne se réunissent même plus ».

Alors qu'il se réunissait une fois par semaine auparavant, le comité du ministère de l'Intérieur chargé d'approuver les projets de construction n'a pas été convoqué une seule fois depuis la visite de Joe Biden, a rapporté le conseiller municipal Meir Turujamen, membre de ce comité.

« J'ai écrit une lettre il y a environ trois semaines ou un mois pour demander (au ministre de l'Intérieur Eli) Yishai pourquoi le comité ne se réunissait pas », déclare M. Turujamen. « A ce jour, je n'ai pas reçu de réponse ».

Ce comité s'est réuni pour la dernière fois le 9 mars, précise le conseiller municipal, et c'est ce jour-là qu'il a décidé d'approuver les 1 600 logements de Ramat Shlomo.

M. Turujamen dit ne pas avoir été informé d'un gel. « Mais d'après la situation, ce sont les faits », observe-t-il. « Il est clair qu'il y a un ordre ».

Le négociateur palestinien Saeb Erekat affirme également ne rien avoir entendu d'officiel sur un éventuel gel des constructions israéliennes à Jérusalem-Est. « Ce qui compte pour nous, c'est ce que nous verrons sur le terrain », dit-il. « Nous espérons que le gouvernement israélien cessera les activités de colonisation afin que nous puissions donner aux discussions indirectes la chance qu'elles méritent ».

Le porte-parole du gouvernement israélien Mark Regev a refusé de confirmer un gel, se contentant de rappeler: « Après l'incident lors de la visite de M. Biden, le Premier ministre a demandé à ce qu'un mécanisme soit mis en place pour empêcher que ce genre de débâcle ne se reproduise ».

Efrat Orbach, porte-parole du ministère de l'Intérieur, assure que c'est la mise en place de ce mécanisme qui explique que le comité ne se soit pas encore réuni. Désormais, plusieurs ministères doivent se coordonner, a-t-elle souligné: « Il n'y a aucun gel. Il y a de la bureaucratie ».

Benjamin Nétanyahou lui-même a démenti tout gel lundi, devant les membres de son parti, le Likoud, selon le député Danny Danon, qui assistait à cette réunion. « Si nous voyons qu'il y a un gel, nous ne resterons pas assis calmement et le Premier ministre le sait ». « Cette coalition ne laissera pas le Premier ministre geler les constructions à Jérusalem ».

### 3-10 Israël/États-Unis : la crise s'installe.

Alors que Barack Obama attend toujours les engagements réclamés depuis plus d'un mois à Benjamin Netanyahu pour « rétablir la confiance » avec les Palestiniens et amorcer les négociations indirectes israélo-palestiniennes, deux nouvelles déclarations de membres du gouvernement israélien viennent de confirmer que le premier ministre, sans le dire clairement, n'a toujours pas l'intention de négocier. Mercredi, le vice-ministre des affaires étrangères Danny Ayalon, a affirmé à la radio militaire israélienne qu'Israël rejetait toute tentative étrangère de fixer un calendrier pour la création d'un Etat palestinien. « *Qu'est ce que cela veut dire, fixer un calendrier. Il ne faut pas de calendrier, s'est emporté l'impétueux Ayalon, membre comme son patron, le ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman, du parti ultra-nationaliste Israël Beitenou. Il ne faut pas se presser et il faut arrêter de tenter d'être gentils avec tout le monde. Il ne faut pas faire de nouvelles concessions et signer parce que quelqu'un est pressé, uniquement parce qu'il a dit qu'il faut créer un Etat palestinien d'ici deux ans* ». Le « *quelqu'un* » ainsi visé est évidemment Barack Obama, qui a clairement souhaité la naissance d'un Etat palestinien avant la fin de son mandat. Mais la diatribe de Danny Ayalon visait tout autant le Quartette - États-Unis, Russie, Union européenne, Nations Unies - qui avait appelé, dans sa déclaration de Moscou, le 19 mars, « à la conclusion d'un accord dans les 24 mois ». Ces déclarations en disent long sur la considération que Danny Ayalon, comme une bonne partie du gouvernement israélien nourrissent pour les États-Unis, allié historique majeur d'Israël, mais aussi pour le reste du monde, représenté à divers titres dans le Quartette.

**Lieberman** : « *Jerusalem ne sera jamais divisée* »

La veille de la déclaration de Danny Ayalon, c'est son patron, Avigdor Lieberman, qui avait, lui aussi, adressé à sa façon - peu diplomatique - une fin de non recevoir à Barack Obama en affirmant devant un groupe de journalistes réunis à la résidence du président israélien que Jérusalem « *est la capitale éternelle de l'Etat d'Israël et qu'elle ne sera jamais divisée, ni directement ni indirectement* ». Affirmation en contradiction formelle non seulement avec les exigences des Palestiniens mais avec les documents de travail élaborés lors de la plupart des négociations menées jusqu'à présent, en particulier les « *paramètres Clinton* » qui envisageaient en détail un partage de la ville.

Spécialiste des coups d'éclats diplomatiques, Lieberman ne faisait là que répéter ce qu'avait déclaré, un jour plus tôt, le président de la Knesset, Reuven Rivlin, à l'occasion des festivités marquant le 62<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de l'Etat : « *nous n'allons pas nous excuser d'avoir fait de Jérusalem notre capitale* ».

En d'autres termes, la crise diplomatique israélo-américaine, loin de s'apaiser, s'installe. Au point de devenir une nouvelle donnée essentielle des relations entre les deux pays. Ancien ambassadeur américain en Israël, Martin Indyk, aujourd'hui conseiller de l'émissaire américain au Proche-Orient George Mitchell, vient de faire observer dans un article du New York Times qu'en fait, les relations entre Israël et les États-Unis ont commencé à changer il y a trois ans, lorsque Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat de George Bush, a déclaré à Jérusalem que les « *intérêts stratégiques des États-Unis étaient en jeu dans la résolution du conflit israélo-palestinien* ». Obama n'a d'ailleurs pas dit autre chose, la semaine dernière lorsqu'il a rappelé que résoudre le conflit israélo-arabe est d'un « *intérêt national vital* » pour les États-Unis.

**Les ministres travaillistes menacent de démissionner**

« *Netanyahu doit faire un choix, conclut Martin Indyk : affronter le président des États-Unis ou affronter son aile droite. S'il continue à s'incliner devant les membres de son gouvernement qui s'opposent à la paix, les conséquences pour les relations américano-israéliennes pourraient être terribles* ».

Cette inquiétude semble avoir gagné les ministres travaillistes de Netanyahu. Au cours d'une réunion, dimanche, Benjamin Ben Eliezer, Isaac Herzog et Avishai Braverman ont averti Ehoud Barak, ministre de la défense et secrétaire général du Parti travailliste qu'ils pourraient envisager de quitter le gouvernement si le processus de paix restait bloqué. « *Nous avons dit à Barak que le statu quo ne pouvait se poursuivre, a confié l'un des ministres à Haaretz et nous avons ajouté que nous prendrions une décision dans les semaines qui viennent* ».

Selon le quotidien israélien, Ben Eliezer a été le plus acerbe dans ses critiques. Il a fait observer qu'Israël était de plus en plus isolé sur le plan international et que la crise avec les États-Unis avait pour principal résultat de contribuer à « *dé légitimer* » Israël. « *Nous devons à tout prix rétablir et resserrer nos relations avec les États-Unis, aurait répondu Barak. Même si cela nous oblige à un changement de politique ou à un changement de coalition* ».

Chez les Palestiniens, pendant ce temps, les critiques contre les violences dont sont victimes certains habitants de Cisjordanie de la part des colons israéliens se multiplient. « *Ces attaques sont le résultat d'une culture de la violence, de la haine et de l'extrémisme que le gouvernement israélien continue à encourager chaque fois qu'il annonce de nouvelles constructions dans les colonies* » a déclaré mercredi le principal négociateur palestinien, Saeb Erekat.

Par ailleurs les perspectives de paix sont jugées par les Palestiniens de moins en moins crédibles avec le temps.

Selon un sondage réalisé par le Jerusalem media and communication center (JMCC), un centre d'études politiques désormais installé à Ramallah - la proportion des Palestiniens qui jugent que le processus de paix est mort est passée, entre février 2006 et aujourd'hui de 19,4% à 32,1%. Interrogés sur le meilleur moyen de mettre fin à l'occupation et d'établir un Etat palestinien, 43,7% des personnes interrogées optent pour des négociations pacifiques contre 29,8% en faveur de la lutte armée et 21,9% en faveur de la résistance non-violente.

**Sondage** : *le Fatah loin devant le Hamas, même à Gaza*

L'immobilisme de Barack Obama face à l'intransigeance de Netanyahou a gravement dégradé la crédibilité du président américain chez les Palestiniens. Alors que 34,5% pensaient en juin que sa politique accroissait les chances de parvenir à une paix juste, ils ne sont plus aujourd'hui que 9,9% à partager cet avis. En matière de politique intérieure palestinienne, l'enquête du JMCC, qui a bénéficié du soutien de la fondation allemande Friedrich Ebert, montre que le degré de satisfaction dont bénéficie le président Mahmoud Abbas est passé entre octobre 2009 et avril 2010 de 39,4% à 48,2%.

Le soutien au premier ministre Salam Fayyad est également en net progrès.

Alors qu'en avril 2009 23,7% des Palestiniens estimaient que la situation économique s'était améliorée depuis l'entrée en fonction du premier ministre, ils sont aujourd'hui 41,7% de cet avis contre 23,8% qui jugent que la situation économique s'est détériorée.

Détail intéressant : les résidents de Gaza, qui ne bénéficient pas des améliorations économiques et sécuritaires constatées en Cisjordanie, manifestent un taux d'approbation du premier ministre supérieur à celui recueilli par Salam Fayyad en Cisjordanie. Enfin, interrogés sur leurs choix en cas d'élections législatives, les Palestiniens se prononcent - en Cisjordanie comme dans la bande de Gaza - à plus de 38% en faveur du Fatah - contre 14,4% en faveur du Hamas.

En cas d'élection présidentielle, 19,1% des sondés choisiraient de réélire Mahmoud Abbas,

14,5% voteraient en faveur du leader du Fatah emprisonné Marwan Barghouti,

11,2% pour Ismaïl Hanniyeh, premier ministre du « gouvernement » du Hamas à Gaza, et

6,7% pour Salam Fayyad

21.04.2010

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/archive/2010/04/22/israel-etats-unis-la-crise-s-installe.html>

22.04.2010

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19